Catalogue 11-001F (English 11-001E) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 2 mars 1998
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Comptes économiques et financiers nationaux,** 1997 et quatrième trimestre de 1997 — 2
  Les dépenses de consommation et l'investissement des entreprises ralentissent au quatrième trimestre de 1997, limitant la croissance du produit intérieur brut réel à 0,7 %. Le produit intérieur brut progresse de 3,8 % pour l'année.
- **Balance des paiements internationaux du Canada,** 1997 et quatrième trimestre de 1997 — 11
  Au quatrième trimestre de 1997, le déficit désaisonnalisé du compte courant s'est chiffré à 6,2 milliards de dollars. Pour l'ensemble de l'année, le compte courant est redevenu déficitaire à 17,0 milliards, après avoir affiché un léger excédent de 3,7 milliards en 1996.
- **Produit intérieur brut au coût des facteurs par industrie,** décembre 1997 — 17
  En décembre, le produit intérieur brut au coût des facteurs a progressé de 1,0 %, alors que la demande de véhicules automobiles s'est soudainement accrue et que la situation dans deux secteurs affligés par des grèves est revenue à la normale.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Données du produit intérieur brut par industrie — 21

NOUVELLES PARUTIONS — 22

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

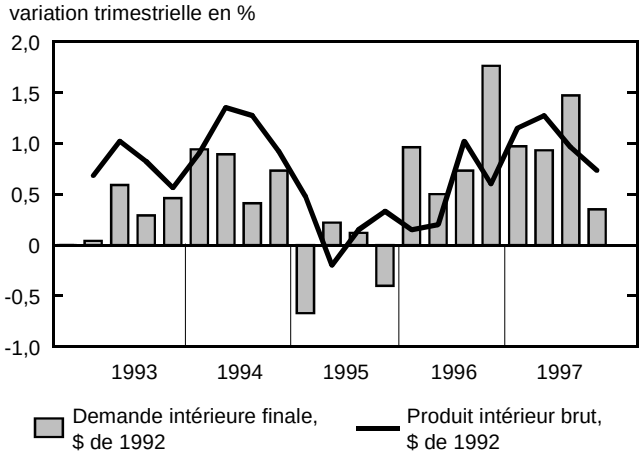
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Comptes économiques et financiers nationaux

1997 et quatrième trimestre de 1997

Les dépenses de consommation et l'investissement des entreprises ralentissent au quatrième trimestre de 1997, limitant la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel à 0,7 %. Le PIB augmente de 3,8 % pour l'année. Les exportations de marchandises et une accumulation substantielle des stocks contribuent à soutenir la croissance durant le trimestre. Le taux d'inflation trimestriel pour les biens et services produits au Canada, mesuré par l'indice de prix en chaîne, baisse de 0,2 %.

Le PIB ralentit avec la demande intérieure finale



Ralentissement de la demande intérieure finale à la fin de l'année

La demande intérieure finale, moteur de l'économie depuis plusieurs trimestres, enregistre un gain modéré de 0,3 % au quatrième trimestre de 1997. Les consommateurs ramènent la croissance de leurs dépenses à la moitié de ce qu'elle était plus tôt dans l'année. La formation brute de capital fixe des entreprises progresse à peine, devant le relèvement des taux d'intérêt et la fébrilité des marchés boursiers. Les administrations continuent de faire preuve de modération.

PIB aux prix de 1992[1]

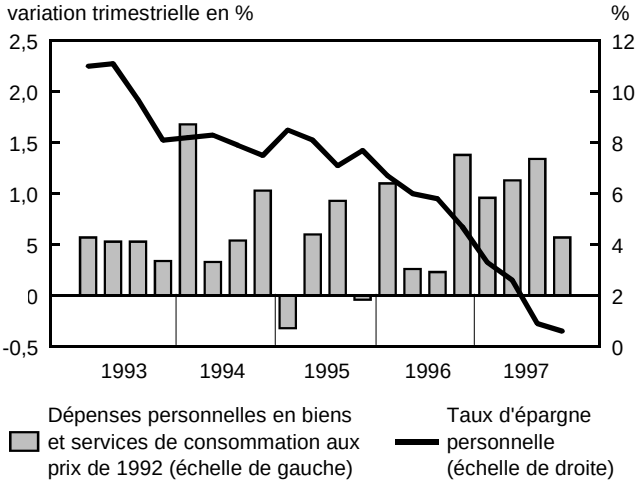
	var. en %	var. annualisée en %	var. en % d'une année à l'autre
1er trimestre de 1997	1,1	4,7	3,0
2e trimestre de 1997	1,3	5,2	4,1
3e trimestre de 1997	1,0	3,9	4,0
4e trimestre de 1997	0,7	3,0	4,2
1997	3,8	–	3,8

– *N'ayant pas lieu de figurer.*
1 *La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.*

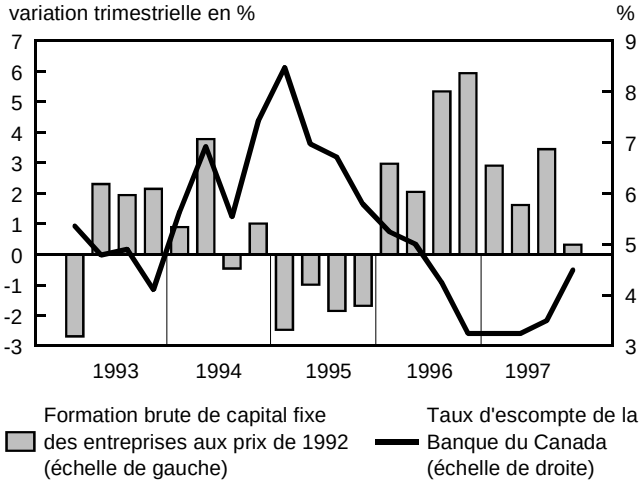
Les achats de véhicules neufs dominent les dépenses de consommation

Au quatrième trimestre, les dépenses personnelles en biens et services de consommation augmentent de 0,6 % comparativement à 1,3 % au troisième trimestre. La vigueur des dépenses est surtout imputable aux achats de véhicules neufs, qui grimpent de 15,0 % à la suite des fortes promotions offertes par les concessionnaires en fin d'année. Les dépenses en biens durables augmentent par conséquent de 5,0 %. Les dépenses en services sont en légère hausse, surtout en raison des services financiers. Les dépenses en biens semi-durables se replient après avoir progressé toute l'année; il en va de même pour les dépenses en biens non durables, le climat exceptionnellement doux ayant réduit la demande d'électricité, de gaz naturel et d'autres combustibles.

Les dépenses personnelles ralentissent et le taux d'épargne poursuit sa chute



L'investissement des entreprises ralentit en fin d'année



Hausse du revenu personnel, mais baisse du taux d'épargne

Le revenu personnel augmente de 0,9 % durant le trimestre. Le revenu du travail augmente de 0,5 %, soit la moitié moins qu'en début d'année, en partie à cause des grèves des enseignants de l'Ontario et des postiers. Les administrations accaparent une plus large part du revenu personnel, de sorte que le revenu personnel disponible n'augmente que de 0,7 %. Comme la hausse des dépenses de consommation (en prix courants) dépasse celle du revenu après impôt, le taux d'épargne personnelle tombe à son niveau le plus bas à 0,6 %. Les emprunts du secteur des particuliers demeurent élevés et l'acquisition d'actifs financiers ralentit.

L'investissement en usines et en matériel se replie

Après plusieurs trimestres de forte croissance, l'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels et en équipement fléchit de 0,5 % au dernier trimestre de 1997. Les entreprises réduisent sensiblement les dépenses en machines agricoles, en ordinateurs et autre matériel de bureau, en autre équipement de transport et en équipement de télécommunications. L'investissement en ouvrages non résidentiels se replie aussi, surtout en raison de la baisse des dépenses dans l'industrie du pétrole et du gaz naturel après l'achèvement du projet Hibernia.

Reprise de l'investissement en bâtiments résidentiels

L'investissement en bâtiments résidentiels progresse de 2,1 % au quatrième trimestre, après avoir légèrement fléchi au troisième trimestre. La construction de logements neufs et la rénovation reprennent, tandis que le marché de la revente baisse pour le quatrième trimestre consécutif. La reprise de l'investissement en bâtiments résidentiels permet un gain modéré pour l'ensemble de la formation brute de capital fixe des entreprises durant le trimestre.

Les sociétés enregistrent d'excellents bénéfices

Les bénéfices des sociétés avant impôts s'accroissent de 5,2 % au quatrième trimestre, et ce après une augmentation de 7,4 % au troisième trimestre. L'industrie du pétrole et du gaz naturel, entre autres, se tire bien d'affaire, profitant de la baisse du prix du pétrole brut importé et de marges plus élevées à la pompe. Les services de transport ainsi que les télécommunications, poste et services d'expédition enregistrent également des gains sensibles. Les branches des métaux non ferreux et des produits du bois s'en tirent moins bien, dans le dernier cas en raison des quotas à l'importation aux États-Unis et de la chute des exportations de bois au Japon. Les dépenses en immobilisations des sociétés atteignent un niveau record durant le trimestre.

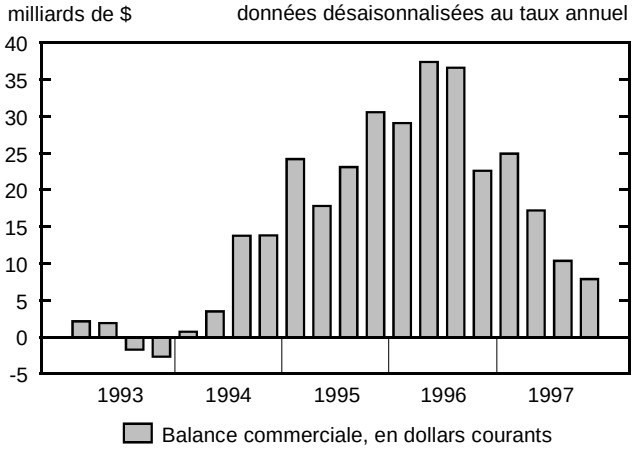
Accumulation appréciable des stocks

Pour le troisième trimestre consécutif, on assiste au quatrième trimestre à une accumulation appréciable des stocks commerciaux non agricoles, de l'ordre de 9,7 milliards de dollars. Tant dans la fabrication que dans le commerce de gros et de détail, on accumule les stocks en vue de ventes toujours fortes. Toutefois, l'accumulation des stocks dans le commerce s'atténue notamment chez les concessionnaires automobiles et les grossistes en biens durables. Les stocks agricoles diminuent.

La croissance du commerce ralentit

Les exportations de biens s'accroissent de 2,6 % au quatrième trimestre, en baisse par rapport à 3,2 % au troisième trimestre. Les exportations de biens et de matériaux industriels, de machines et de matériel ainsi que de produits automobiles sont en forte progression, comme les trimestres précédents en raison de la vigueur de l'économie américaine. Les importations de biens augmentent de 2,1 %, après une hausse de 6,3 % au troisième trimestre. La demande est vive, notamment pour les produits énergétiques, les biens et matériaux industriels, les produits automobiles et les autres biens de consommation. À la fois les exportations et les importations de services diminuent. En prix courants, l'excédent du commerce de biens et de services tombe à 7,9 milliards de dollars, une troisième baisse trimestrielle consécutive.

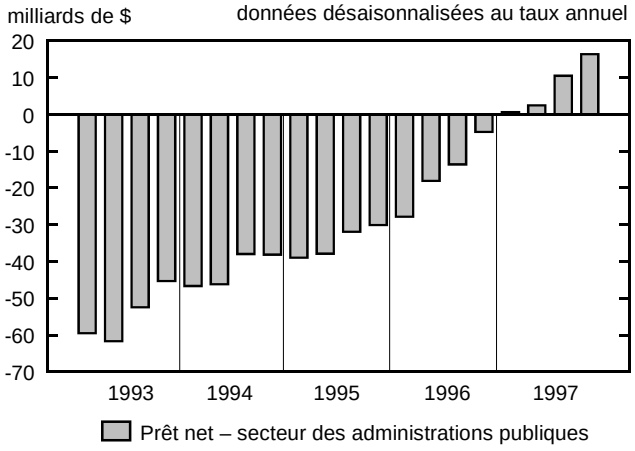
Autre détérioration dans la balance commerciale



La situation financière des administrations continue de s'améliorer

Le secteur des administrations continue d'afficher un excédent, les recettes dépassant les dépenses. Les dépenses courantes brutes en biens et services se replient légèrement, tandis que les paiements de transfert augmentent de 1,4 %, surtout à la suite de prestations de sécurité sociale plus élevées. Les paiements d'intérêt sur la dette publique restent stables. Du côté des recettes, les impôts directs s'accroissent de 3,3 %, en accord avec la progression du revenu du travail et des bénéfices des sociétés, tandis que les impôts indirects sont en hausse de 0,8 % grâce aux fortes ventes.

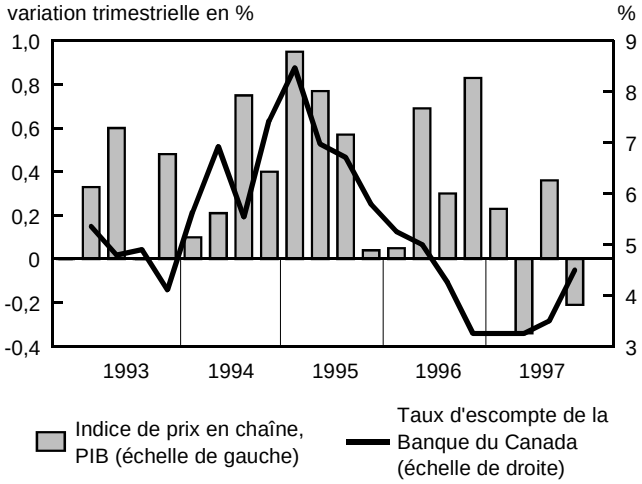
Les administrations continuent d'enregistrer un excédent



Résultats de 1997

En 1997, le produit intérieur brut réel augmente de 3,8 %. C'est la meilleure performance économique depuis 1994 et la deuxième meilleure de la décennie. La demande intérieure finale fait un bond de 4,4 %, les dépenses de consommation et l'investissement des entreprises étant stimulés par les bas taux d'intérêt, la faible inflation et de meilleures perspectives pour l'emploi et les entreprises.

La faiblesse des taux d'intérêt et de l'inflation à l'arrière-plan de la croissance en 1997



Les consommateurs décident de satisfaire leur demande accumulée

Les dépenses personnelles en biens et services de consommation, entraînées par une hausse de 11,9 % des dépenses en biens durables, augmentent de 3,9 % pour l'année, le meilleur résultat des années 90. Les bas taux d'intérêt et les fortes ventes de logements neufs, notamment de maisons unifamiliales, viennent stimuler les achats d'articles chers comme les meubles, les appareils ménagers et les véhicules automobiles. Les autres catégories sont également en hausse, soit les biens semi-durables (+3,7 %), les biens non durables (+0,8 %) et les services (+3,6 %).

Le taux d'épargne personnelle atteint son plus bas niveau

Le revenu personnel s'accroît de 2,3 % durant l'année. Le revenu du travail et le revenu net des entreprises individuelles augmentent, alors que les transferts des administrations aux particuliers bougent à peine et que les intérêts, dividendes et autres revenus de placements baissent fortement. En même temps, les impôts sur le revenu et les autres transferts aux administrations grimpent de 6,2 %, laissant le revenu personnel disponible en hausse de seulement 1,1 %. Avec le bond de 5,7 % des dépenses personnelles en prix courants, il reste peu de place pour l'épargne; le taux d'épargne tombe au bas niveau de 1,8 %. Le secteur des particuliers, habituellement un prêteur net au reste de l'économie, devient un emprunteur net, ayant acquis moins d'actifs financiers et emprunté davantage qu'en 1996.

Nouveau sommet de l'investissement des entreprises

La formation brute de capital fixe des entreprises grimpe de 14,1 % en 1997, dominée par l'investissement en machines et en matériel. Les dépenses s'accélèrent notamment pour les machines agricoles et industrielles, les ordinateurs et autre matériel de bureau, les camions ainsi que l'autre équipement de transport. L'investissement en bâtiments résidentiels s'accroît de 13,1 %, la demande de maisons neuves se redressant avec la chute des taux hypothécaires. L'investissement en ouvrages non résidentiels progresse de 9,1 %, un rythme plus de deux fois plus élevé que celui de 1996, la vigueur touchant tant les travaux de génie que la construction. Les entreprises accroissent substantiellement les stocks au cours de l'année.

Redressement des bénéfices des sociétés

Après avoir baissé de 3,4 % en 1996, les bénéfices des sociétés avant impôt bondissent de 17,3 %, revenant ainsi à la croissance à deux chiffres observée de 1993 à 1995. Les progressions sont généralisées; seule la branche du bois et du papier affiche une baisse marquée des profits. Les dépenses en immobilisations des sociétés, alimentées par la forte hausse des bénéfices non répartis et des emprunts accrus, atteignent un niveau record. Étant donné le rythme soutenu des investissements, le secteur des sociétés retrouve sa position plus traditionnelle d'emprunteur net du reste de l'économie en 1997.

Dégradation de la balance commerciale

En 1997, l'excédent de la balance du commerce des biens et services tombe à 15,1 milliards de dollars en prix courants, soit moins de la moitié du niveau observé en 1996. Conjuguée à la dépréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine, la prospérité économique aux États-Unis a favorisé les exportations réelles de biens et de services, en hausse de 8,6 % par rapport à 5,7 % en 1996. Les hausses les plus fortes touchent les produits énergétiques, les biens et matériaux industriels, les machines et le matériel, les produits automobiles et les autres biens de consommation. Les importations de biens et de services s'accroissent de 13,4 %, soit la plus forte hausse depuis 1988. La plus grande partie de cette progression est attribuable aux marchandises, aux biens et matériaux industriels, aux machines et au matériel, aux produits automobiles et aux autres biens

de consommation venant alimenter la croissance de la demande intérieure.

Les administrations commencent à afficher un excédent

Le secteur des administrations enregistre des recettes plus élevées que ses dépenses en 1997, entraînant le premier excédent (sur la base des comptes nationaux) en plus de vingt ans. Les impôts directs augmentent de 8,9 % et les impôts indirects, de 4,3 %. La restriction des dépenses publiques et la baisse des taux d'intérêt ont aidé du côté des dépenses: les dépenses courantes brutes en biens et services baissent pour la deuxième année de suite, les transferts augmentent légèrement et les paiements d'intérêts sur la dette publique diminuent.

Les emprunts s'atténuent sur les marchés financiers

La demande de capitaux en 1997 est l'une des plus faibles au cours des dix dernières années, principalement à cause du redressement de la situation financière des administrations. Le secteur des administrations réduit sa dette sur le marché du crédit. Le secteur des particuliers emprunte 12,3 % de plus qu'en 1996, surtout sous forme de crédit à la consommation et d'hypothèques. La dette des ménages continue de grimper par rapport au revenu après impôt, pour atteindre ainsi 99,9 %, contre 95,4 % en 1996. Les entreprises accroissent aussi leurs emprunts, surtout sur les marchés boursier et obligataire.

Données stockées dans CANSIM: matrices 701 à 726, 728 à 735, 737 à 744, 748 à 750, 796 et 797, 6520 à 6575 et 6597 à 6624.

Le numéro du quatrième trimestre de 1997 des *Comptes économiques et financiers nationaux – estimations trimestrielles* (13-001-XPB, 44 $ / 145 $) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les publications*.

Des tableaux détaillés de données trimestrielles non désaisonalisées et désaisonalisées sur les comptes économiques (13-001-PPB, 50 $ / 180 $) et financiers (13-014-PPB, 50 $ / 180 $) nationaux ainsi que des tableaux analytiques et graphiques supplémentaires sont disponibles dès maintenant. L'ensemble complet des comptes économiques et financiers nationaux trimestriels est également disponible sur disquette dès 8 h 30 le jour de la diffusion. Les disquettes sont aussi en vente à prix réduit sept jours après la parution officielle.

Pour plus de renseignements ou pour commander, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-3640, Division des comptes nationaux et de l'environnement. □

Produit intérieur brut en termes de revenus

	1994	1995	1996	1997	Deuxième trimestre de 1997	Troisième trimestre de 1997	Quatrième trimestre de 1997	Troisième au quatrième trimestre de 1997
					données désaisonnalisées au taux annuel			
	millions de $							var. en % au taux trimestriel
Rémunération des salariés[1]	405 163	419 096	429 601	445 924	444 600	448 520	450 600	0,5
Bénéfices des sociétés avant impôts	59 467	70 355	67 988	79 765	75 328	80 876	85 044	5,2
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	5 824	6 517	6 476	6 769	6 776	6 816	6 760	-0,8
Intérêts et revenus divers de placements	51 813	50 167	48 789	47 165	46 964	47 280	47 160	-0,3
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	1 697	2 228	3 457	1 969	2 396	1 636	2 056	25,7
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	44 189	46 463	49 491	53 023	52 704	53 268	54 184	1,7
Ajustement de la valeur des stocks[2]	-5 337	-2 410	-1 569	-1 647	-1 928	-1 872	-2 016	-144
Produit intérieur net au coût des facteurs	562 816	592 416	604 233	632 968	626 840	636 524	643 788	1,1
Impôts indirects moins subventions	102 925	106 571	109 944	114 714	114 168	115 340	116 400	0,9
Provisions pour consommation de capital	95 323	100 737	105 935	110 428	110 116	111 100	111 804	0,6
Divergence statistique[2]	1 187	-595	211	-1 976	-16	-2 084	-4 060	-1 976
Produit intérieur brut aux prix du marché	**762 251**	**799 129**	**820 323**	**856 134**	**851 108**	**860 880**	**867 932**	**0,8**

[1] *Y compris solde et indemnités militaires.*
[2] *Pour ces rubriques, la colonne des variations montre le changement en millions de dollars.*

Produit intérieur brut en termes de dépenses

	1994	1995	1996	1997	Deuxième trimestre de 1997	Troisième trimestre de 1997	Quatrième trimestre de 1997	Troisième au quatrième trimestre de 1997
					données désaisonnalisées au taux annuel			
	millions de $ aux prix courants							var. en % au taux trimestriel
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	445 879	460 033	477 927	505 373	502 212	509 864	514 824	1,0
Biens durables	53 862	55 682	58 500	66 108	64 880	66 544	70 264	5,6
Biens semi-durables	41 749	42 691	43 117	45 579	45 244	46 216	46 400	0,4
Biens non durables	112 206	114 545	118 720	122 422	122 512	123 696	122 232	-1,2
Services	238 062	247 115	257 590	271 264	269 576	273 408	275 928	0,9
Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services	169 599	171 072	168 965	168 501	167 804	169 236	168 584	-0,4
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	20 056	20 105	19 271	18 241	18 344	18 216	18 020	-1,1
Stocks des administrations publiques[1]	-1	30	-2	5	28	40	20	-20
Formation brute de capital fixe des entreprises	117 794	115 237	121 907	140 325	138 732	142 984	144 480	1,0
Bâtiments résidentiels	42 023	36 270	40 083	45 965	46 224	45 948	47 048	2,4
Ouvrages non résidentiels	33 953	34 124	35 437	39 230	39 020	39 980	39 948	-0,1
Machines et matériel	41 818	44 843	46 387	55 130	53 488	57 056	57 484	0,8
Investissement des entreprises en stocks[1]	2 143	8 134	1 045	6 610	6 764	8 084	10 048	1 964
Non agricoles[1]	2 245	8 046	448	8 063	8 240	10 488	11 868	1 380
Agricoles[1]	-102	88	597	-1 453	-1 476	-2 404	-1 820	584
Exportations de biens et services	261 692	302 199	320 739	344 462	338 416	346 448	355 160	2,5
Biens	227 895	264 940	280 570	301 602	295 244	302 872	312 468	3,2
Services	33 797	37 259	40 169	42 860	43 172	43 576	42 692	-2,0
Moins: Importations de biens et services	253 724	278 276	289 319	329 359	321 208	336 080	347 264	3,3
Biens	208 593	231 206	239 578	278 237	270 052	284 144	296 068	4,2
Services	45 131	47 070	49 741	51 122	51 156	51 936	51 196	-1,4
Divergence statistique[1]	-1 187	595	-210	1 976	16	2 088	4 060	1 972
Produit intérieur brut aux prix du marché	**762 251**	**799 129**	**820 323**	**856 134**	**851 108**	**860 880**	**867 932**	**0,8**
Demande intérieure finale	753 328	766 447	788 070	832 440	827 092	840 300	845 908	0,7
	millions de $ aux prix de 1992							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	433 812	441 263	451 682	469 282	466 788	473 032	475 740	0,6
Biens durables	51 647	52 508	54 465	60 954	59 812	61 440	64 504	5,0
Biens semi-durables	41 434	42 550	42 816	44 382	44 016	44 972	44 884	-0,2
Biens non durables	113 146	114 419	116 773	117 761	118 092	118 628	117 380	-1,1
Services	227 585	231 786	237 628	246 185	244 868	247 992	248 972	0,4
Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services	165 888	165 244	163 164	163 019	162 648	163 456	163 408	-0,0
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	19 730	19 487	18 773	17 760	17 836	17 756	17 420	-1,9
Stocks des administrations publiques[1]	-1	30	-2	4	24	36	20	-16
Formation brute de capital fixe des entreprises	112 397	108 914	115 819	132 135	130 300	134 792	135 228	0,3
Bâtiments résidentiels	39 820	34 189	37 928	42 912	43 028	42 892	43 796	2,1
Ouvrages non résidentiels	32 430	32 191	33 581	36 637	36 396	37 332	37 036	-0,8
Machines et matériel	40 147	42 534	44 310	52 586	50 876	54 568	54 396	-0,3
Investissement des entreprises en stocks[1]	2 919	7 429	944	6 192	7 264	8 396	8 056	-340
Non agricoles[1]	2 302	6 987	384	6 737	7 232	9 464	9 664	200
Agricoles[1]	617	442	560	-545	32	-1 068	-1 608	-540
Exportations de biens et services	237 684	259 695	274 456	297 985	292 784	301 356	307 396	2,0
Biens	205 526	225 109	238 215	259 958	254 476	262 676	269 484	2,6
Services	32 158	34 586	36 241	38 027	38 308	38 680	37 912	-2,0
Moins: Importations de biens et services	227 054	242 306	254 908	289 068	281 332	296 764	301 144	1,5
Biens	187 532	202 184	212 911	246 720	238 852	253 804	259 220	2,1
Services	39 522	40 122	41 997	42 348	42 480	42 960	41 924	-2,4
Divergence statistique[1]	-1 155	553	-198	1 833	4	1 940	3 780	1 840
Produit intérieur brut aux prix du marché	**744 220**	**760 309**	**769 730**	**799 142**	**796 316**	**804 000**	**809 904**	**0,7**
Demande intérieure finale	731 827	734 908	749 438	782 196	777 572	789 036	791 796	0,3

[1] *Pour ces rubriques, la colonne des variations montre le changement en millions de dollars.*
\- *Néant ou zéro.*

Indices de prix et de volume des comptes nationaux

	1994	1995	1996	1997	Deuxième trimestre de 1997	Troisième trimestre de 1997	Quatrième trimestre de 1997	Troisième au quatrième trimestre de 1997
					données désaisonnalisées			
	indices implicites de prix (1992=100)							var. en % au taux trimestriel
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	102,8	104,3	105,8	107,7	107,6	107,8	108,2	0,4
Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services	102,2	103,5	103,6	103,4	103,2	103,5	103,2	-0,3
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	101,7	103,2	102,7	102,7	102,8	102,6	103,4	0,8
Formation brute de capital fixe des entreprises	104,8	105,8	105,3	106,2	106,5	106,1	106,8	0,7
Exportations de biens et services	110,1	116,4	116,9	115,6	115,6	115,0	115,5	0,4
Importations de biens et services	111,7	114,8	113,5	113,9	114,2	113,2	115,3	1,9
Produit intérieur brut	**102,4**	**105,1**	**106,6**	**107,1**	**106,9**	**107,1**	**107,2**	**0,1**
Demande intérieure finale	102,9	104,3	105,2	106,4	106,4	106,5	106,8	0,3
	indices de prix en chaîne (1992=100)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	103,0	104,6	106,2	108,0	107,8	108,0	108,3	0,3
Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services	102,3	103,8	104,0	104,0	103,8	104,1	103,7	-0,4
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	102,2	104,1	104,2	104,8	104,7	104,8	104,8	-
Formation brute de capital fixe des entreprises	105,4	106,8	106,9	107,9	108,0	107,9	108,3	0,3
Exportations de biens et services	110,6	117,4	118,0	113,4	119,0	119,2	119,8	0,5
Importations de biens et services	112,5	116,4	115,8	116,2	116,5	116,1	117,7	1,4
Produit intérieur brut	**102,7**	**105,1**	**106,5**	**105,9**	**107,8**	**108,2**	**108,0**	**-0,2**
Demande intérieure finale	103,1	104,7	105,7	106,9	106,9	107,1	107,2	0,1
	indices de volume en chaîne Fisher (1992=100)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	104,9	106,6	109,1	113,5	112,9	114,4	115,2	0,7
Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services	98,0	97,5	96,2	96,0	95,8	96,3	96,3	0,0
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	104,5	102,8	98,5	92,8	93,2	92,6	91,6	-1,1
Formation brute de capital fixe des entreprises	103,7	100,2	106,0	120,9	119,2	122,9	123,8	0,7
Exportations de biens et services	124,8	135,4	143,1	154,3	152,0	155,4	158,5	2,0
Importations de biens et services	117,5	124,9	130,8	147,9	144,3	151,4	153,9	1,7
Produit intérieur brut aux prix du marché	**106,4**	**108,8**	**110,2**	**114,2**	**114,1**	**115,0**	**116,0**	**0,9**
Demande intérieure finale	103,1	103,4	105,3	110,0	109,3	110,9	111,5	0,5

Tableau sommaire du marché financier

	1994	1995	1996	1997	Deuxième trimestre de 1997	Troisième trimestre de 1997	Quatrième trimestre de 1997	Troisième au quatrième trimestre de 1997
					données désaisonnalisées au taux annuel			
	millions de $							variation
Particuliers et entreprises individuelles	**25 267**	**25 026**	**30 376**	**34 100**	**36 600**	**33 772**	**32 492**	**-1 280**
Financement								
Crédit à la consommation	7 049	6 718	7 275	9 747	9 864	9 936	9 680	-256
Emprunts bancaires	232	973	1 169	1 179	1 468	1 180	780	-400
Autres emprunts	3 047	3 880	4 740	4 407	5 876	4 520	2 312	-2 208
Hypothèques	14 939	13 455	17 192	18 767	19 392	18 136	19 720	1 584
Sociétés privées non financières	**34 895**	**25 943**	**32 871**	**53 191**	**53 388**	**57 496**	**49 632**	**-7 864**
Financement								
Emprunts bancaires	5 957	1 980	-1 044	6 382	8 652	8 200	4 604	-3 596
Autres emprunts	4 466	2 072	2 965	4 337	-1 496	6 300	5 548	-752
Autres effets à court terme	1 015	2 041	3 624	5 162	4 908	5 024	5 304	280
Hypothèques	-443	-1 707	386	1 248	2 948	212	532	320
Obligations	6 958	11 212	6 514	13 433	15 716	14 428	12 544	-1 884
Actions	16 942	10 345	20 426	22 629	22 660	23 332	21 100	-2 232
Entreprises publiques non financières	**1 665**	**-2 062**	**-5 034**	**-1 955**	**-3 528**	**-3 284**	**584**	**3 868**
Financement								
Emprunts bancaires	824	-709	-996	-613	120	-128	-1 368	-1 240
Autres emprunts	369	-348	-322	-738	500	-108	-804	-696
Autres effets à court terme	-1 326	-64	975	1 979	-2 848	-424	5 120	5 544
Hypothèques	-17	-6	-	39	8	-4	144	148
Obligations	1 951	-632	-4 690	-2 622	-1 324	-2 484	-2 596	-112
Actions	-136	-303	-1	-	16	-136	88	224
Administration fédérale	**26 053**	**24 815**	**10 592**	**-7 370**	**-19 068**	**-22 304**	**2 172**	**24 476**
Financement								
Emprunts bancaires	-134	-11	22	-8	-40	-28	76	104
Autres emprunts	-21	-3	-	-	4	-12	-	12
Effets à court terme - Canada	-8 017	-892	-20 777	-25 041	-49 064	-22 912	-6 392	16 520
Obligations d'épargne du Canada	889	-1 152	2 031	-3 102	220	-80	-13 912	-13 832
Obligations négociables	33 336	26 873	29 316	20 781	29 812	728	22 400	21 672
Autres paliers d'administration publique	**22 724**	**16 605**	**12 717**	**4 097**	**19 812**	**3 752**	**2 692**	**-1 060**
Financement								
Emprunts bancaires	361	16	-31	663	1 132	912	460	-452
Autres emprunts	894	770	854	215	540	12	164	152
Autres effets à court terme	-816	-2 015	-1 172	-2 047	6 132	-4 232	-1 180	3 052
Hypothèques	-14	-13	9	-18	-16	-12	-24	-12
Obligations provinciales	21 211	17 345	12 749	5 212	11 504	6 296	3 820	-2 476
Obligations municipales	1 078	567	393	26	364	868	-748	-1 616
Autres obligations	10	-65	-85	46	156	-92	200	292
Financement total des secteurs non financiers intérieurs	**110 604**	**90 327**	**81 522**	**82 063**	**87 204**	**69 432**	**87 572**	**18 140**
Crédit à la consommation	7 049	6 718	7 275	9 747	9 864	9 936	9 680	-256
Emprunts bancaires	7 240	2 249	-880	7 603	11 332	10 136	4 552	-5 584
Autres emprunts	8 755	6 371	8 237	8 221	5 424	10 712	7 220	-3 492
Effets à court terme - Canada	-8 017	-892	-20 777	-25 041	-49 064	-22 912	-6 392	16 520
Autres effets à court terme	-1 127	-38	3 427	5 094	8 192	368	9 244	8 876
Hypothèques	14 465	11 729	17 587	20 036	22 332	18 332	20 372	2 040
Obligations	65 433	54 148	46 228	33 774	56 448	19 664	21 708	2 044
Actions	16 806	10 042	20 425	22 629	22 676	23 196	21 188	-2 008

\- *Néant ou zéro.*

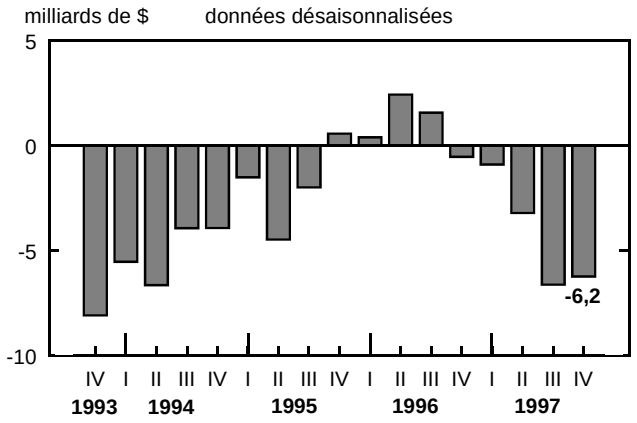
■

Balance des paiements internationaux du Canada

1997 et quatrième trimestre de 1997

Au quatrième trimestre de 1997, le déficit désaisonnalisé du compte courant s'est établi à 6,2 milliards de dollars, un montant quelque peu inférieur au déficit de 6,6 milliards du troisième trimestre. Ceci signifie que les résidents du Canada ont continué à dépenser à l'étranger davantage qu'ils n'ont gagné en biens, en services, en revenus de placements et en transferts courants. On retrouve au déficit du troisième trimestre deux transactions majeures qui se font contrepoids: d'une part, la diminution de l'excédent au titre des biens, qui s'explique par une croissance plus forte des importations que des exportations; d'autre part, la baisse du déficit au titre des revenus de placements par suite de la diminution des bénéfices réalisés au Canada par les sociétés étrangères.

Solde du compte courant



Quant au compte financier (qui n'est pas désaisonnalisé), le Canada a connu un afflux record de capitaux sous forme de dépôts étrangers dans des banques canadiennes. Tout en continuant d'acheter des actions et des effets du marché monétaire canadiens, les investisseurs de portefeuille non-résidents ont vendu des obligations canadiennes pour la première fois en trois ans. Les sociétés canadiennes ont continué de faire d'importants investissements directs à l'étranger, portant leurs investissements totaux pour l'année à un niveau record. Par ailleurs, les actifs de réserve canadiens ont diminué pour un troisième trimestre d'affilée, à la suite des pressions à la baisse dont le dollar canadien a fait l'objet par rapport à la devise américaine.

Note aux lecteurs

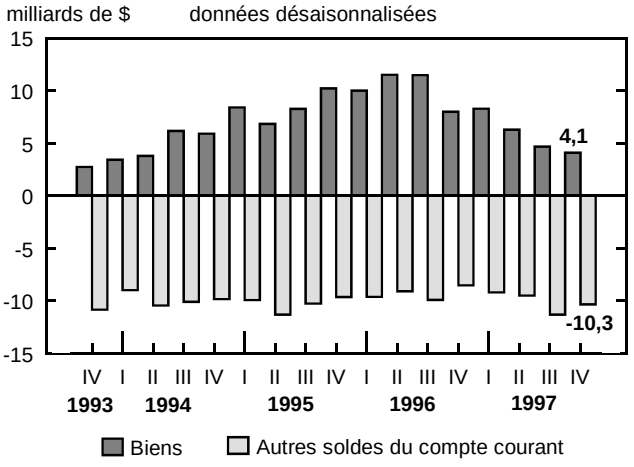
À noter que les exportations de biens diffèrent de celles publiées dans Le Quotidien *du 19 février 1998, après la révision à la hausse de 0,3 milliard de dollars au quatrième trimestre de 1997.*

Compte courant

Nouvelle baisse de l'excédent au titre des biens

Pour un troisième trimestre consécutif, l'excédent au titre des biens a fléchi, pour atteindre 4,1 milliards de dollars au quatrième trimestre. Les exportations et les importations ont clôturé l'année 1997 à des niveaux records; toutefois, l'augmentation des importations a réduit l'excédent à nouveau. L'excédent plus faible enregistré au quatrième trimestre s'explique principalement par l'accroissement du déficit avec les pays de l'Union Européenne et les pays hors de l'OCDE. L'excédent avec les États-Unis – la principale source de l'excédent – s'est accru quelque peu après avoir rétréci plus tôt dans l'année. Le faible excédent avec le Japon a continué de fléchir.

Solde des biens et autres soldes du compte courant



Les importations ont augmenté pour un sixième trimestre consécutif et portent encore une fois sur le matériel industriel, les produits de véhicules automobiles, la plus grande partie des machines et du matériel et les biens de consommation. Les

importations de moteurs et de pièces d'avion ainsi que de machines de bureau ont reculé après avoir progressé durant cinq trimestres d'affilée. Les exportations de produits automobiles, de machines et de matériel, de matériel industriel et de produits agricoles ont représenté la majeure partie des ventes de biens canadiens à l'étranger durant le dernier trimestre de 1997.

Bénéfices au Canada des sociétés étrangères en baisse par rapport à leurs niveaux records

Au quatrième trimestre, le déficit au titre des revenus de placements a chuté à 7,9 milliards de dollars, comparativement au niveau record de 9,2 milliards de dollars au trimestre précédent. Ce recul est attribuable surtout à la diminution des bénéfices que les investisseurs directs étrangers ont réalisé sur leurs opérations canadiennes, lesquels avaient atteint des niveaux records au cours du trimestre précédent. Cette tendance à la baisse observée au cours du dernier trimestre s'est étendue à un certain nombre de secteurs; en fait, le seul secteur ayant affiché un gain important est celui de la pâte et du papier.

Le déficit au titre des transactions de portefeuille a légèrement augmenté, pour atteindre 6,7 milliards de dollars, à la suite des placements élevés dans des titres canadiens portant intérêt durant le trimestre précédent.

Compte financier

Important afflux de capitaux sous forme de dépôts dans des banques canadiennes

On a constaté au cours du trimestre une entrée nette record de 23 milliards de dollars sous forme de dépôts dans des banques canadiennes, en provenance principalement des États-Unis. La majeure partie de cet argent était constituée de dépôts en devises étrangères et provenait de sociétés étrangères non affiliées et affiliées à des banques canadiennes. Une partie de ces fonds a servi à financer les placements en titres – y compris ceux sous opérations de pensions – et des investissements directs additionnels dans des entités étrangères.

Baisse des placements étrangers dans des titres de portefeuille canadiens à la suite d'une vente nette d'obligations canadiennes

Après avoir placé au troisième trimestre près de 14 milliards de dollars dans des titres de portefeuille canadiens, soit le deuxième plus important total jamais enregistré, les non-résidents ont nettement réduit au quatrième trimestre leurs achats nets de titres canadiens, ceux-ci n'atteignant qu'un maigre 1,6 milliard. Ils ont investi 7,7 milliards de dollars répartis également entre les actions et les instruments de marché monétaire canadiens. Ceci a été largement compensé par une vente nette par les étrangers de 6,1 milliards de dollars d'obligations canadiennes, c'est-à-dire le premier désinvestissement net en trois ans. Les principaux titres écoulés étaient des obligations fédérales en circulation; ces ventes ont été compensées en partie par le fait que les étrangers ont continué d'acheter de nouvelles émissions de sociétés. La répartition géographique de ce désinvestissement net était particulièrement vaste; on a cependant observé des achats restreints à partir du Royaume-Uni et des pays hors de l'OCDE. Le différentiel d'intérêt traditionnellement en faveur d'investissement au Canada s'est déplacé en faveur d'instruments américains au cours de 1997. Les taux d'intérêt à long terme ont fortement diminué tandis que leurs équivalents américains sont demeurés assez stables.

Fort accroissement des investissements directs à l'étranger des sociétés canadiennes

Les sociétés canadiennes ont injecté à l'étranger un montant appréciable de 4,7 milliards de dollars en investissements directs, en hausse par rapport aux 3,5 milliards de dollars investis au trimestre précédent. Tout comme au cours du trimestre antérieur, le secteur des services financiers et de l'assurance (principalement dans les pays hors de l'OCDE) a représenté une part appréciable des investissements. Pour l'année entière, les investissements directs à l'étranger s'établissent juste en dessous de 18 milliards de dollars, un niveau record.

Résultats annuels

1997 en rétrospective

Après avoir affiché un léger excédent de 3,7 milliards de dollars en 1996, le compte courant du Canada est redevenu déficitaire en 1997. Le déficit, qui se chiffre à 17,0 milliards, demeure nettement sous la barre des 20 milliards et plus, contrairement à ce qui s'est passé durant la première moitié des années 90. Le revirement de 1997 tient principalement à la réduction marquée de l'excédent au titre des biens et, dans une moindre mesure, à l'accroissement du déficit au titre des revenus de placements.

Les dépôts records de 34 milliards de dollars effectués par des étrangers dans des banques canadiennes ont fortement influé sur le compte

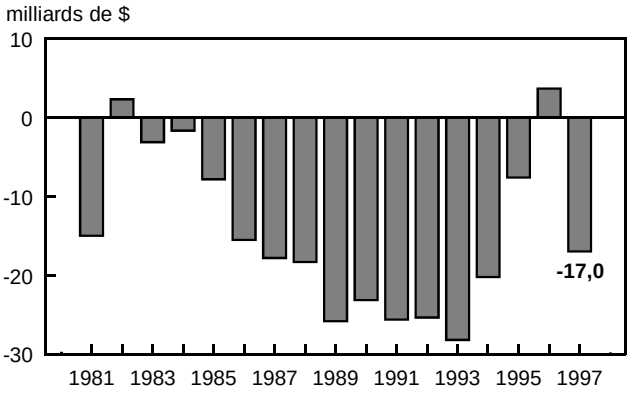
financier. En outre, les étrangers ont consacré des sommes appréciables à des placements de portefeuille et à des investissements directs au Canada. Quant aux actifs, les sociétés canadiennes ont fait des investissements records dans leurs sociétés affiliées et succursales à l'étranger. Même si leurs placements n'ont pas atteint les niveaux records de 1996, les investisseurs canadiens ont acquis une somme importante d'investissements de titres de portefeuille étrangers. Les actifs de réserve du Canada ont diminué pour la première fois en trois ans, alors que le dollar canadien a perdu trois cents entiers par rapport à la devise américaine en 1997, clôturant l'année à 69,91 cents US.

Compte courant

L'excédent au titre des biens diminue par rapport à sa progression record de 1996

L'excédent record affiché par le Canada en 1996 a chuté de 17,6 milliards, pour s'établir à 23,4 milliards de dollars en 1997, alors que les importations ont damé le pion aux exportations pour la première fois en six ans. Les principaux responsables de cette baisse sont, dans l'ordre, les États-Unis (baisse de 8 milliards de dollars de l'excédent), l'Union européenne (hausse de 4 milliards du déficit), les pays hors de l'OCDE (transformation de l'excédent de 4 milliards de dollars en déficit) et le Japon (baisse de 2 milliards de l'excédent). L'excédent pour 1997 est le troisième plus important jamais enregistré.

Solde annuel du compte courant



La vigueur de la demande canadienne en 1997 a entraîné une augmentation des importations en ce qui a trait à une vaste gamme de biens, particulièrement les machines et le matériel, les produits automobiles, le matériel industriel et divers biens de consommation. Les fabricants de produits automobiles, de machines et de matériel, de matériel industriel divers et de produits énergétiques ont pris la part du lion au niveau des exportations. D'autre part, les exportations de céréales ont fléchi d'environ 10 %.

Déficit record au titre des revenus de placements

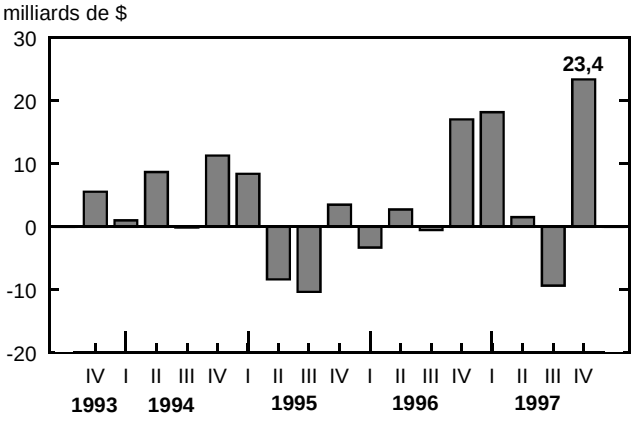
Le déficit au titre des revenus de placements a fait un bond de 4,1 milliards de dollars en 1997, pour atteindre le sommet de 31,9 milliards. Cette situation est attribuable presque exclusivement à la hausse des bénéfices réalisés au Canada par les multinationales étrangères. Les sociétés étrangères ont réinvesti la majeure partie de ces bénéfices dans leurs entreprises canadiennes.

Compte financier

Afflux record de capitaux étrangers par le truchement des banques canadiennes

Environ les trois quarts des 34 milliards de dollars de l'accroissement des dépôts dans les banques canadiennes provenaient de sociétés étrangères affiliées à celles-ci et étaient libellés en devises étrangères. Les banques n'ont réacheminé à l'étranger qu'une partie de cet argent alors qu'en 1996, elles avaient compensé la majeure partie de l'augmentation de leurs passifs sous forme de dépôts étrangers par une hausse de leurs actifs à l'étranger.

Passif en dépôts des banques canadiennes



Nouvelle vague importante d'investissements de portefeuille étrangers dans des titres canadiens

Tout comme au cours des trois années antérieures, les investisseurs étrangers ont acquis une quantité appréciable de titres de portefeuille canadiens (21 milliards de dollars). Les placements en obligations (10 milliards de dollars) ont été les plus faibles depuis 1987. Pour la première fois, les non-résidents ont écoulé des obligations du gouvernement, bien qu'ils aient acheté un montant record d'obligations de sociétés. Les étrangers ont continué d'acheter massivement des actions (nouvelles ou en circulation). L'indice TSE 300 a progressé de 13 % en 1997, performance beaucoup moins reluisante toutefois que celle de l'indice américain Standard and Poor's, dont la progression a été très forte (+31 %). Les non-résidents ont par ailleurs investi dans des effets du marché monétaire canadien, après deux années de désinvestissement.

Placements de portefeuille canadiens à l'étranger toujours vigoureux

Les investisseurs de portefeuille canadiens ont effectué d'importants achats de titres étrangers (11,4 milliards de dollars); ces achats ont toutefois été inférieurs de 7 milliards de dollars par rapport au niveau record atteint en 1996. Contrairement aux années antérieures, où les actions étrangères représentaient la majeure partie du placement net, l'année 1997 a été caractérisée par un revirement marqué en faveur des obligations étrangères. En fait, 1997 est la première année depuis 1984 où les placements en obligations étrangères (7,0 milliards de dollars) sont supérieurs à ceux en actions étrangères (4,4 milliards de dollars). Les investissements canadiens en titres étrangers ont été effectués dans une large mesure dans les pays d'outre-mer.

Baisse des réserves internationales

Après une augmentation marquée (hausse totale de 11,3 milliards de dollars au cours des deux années précédentes), les actifs de réserve du Canada ont diminué de 3,4 milliards en 1997. Le dollar canadien a cédé du terrain devant les pressions à la baisse face au dollar américain, mais s'est apprécié vis-à-vis les autres devises.

Données stockées dans CANSIM: matrices 2325 à 2327, 2355 et 2360 à 2377.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Lucie Laliberté au (613) 951-9055, Division de la balance des paiements et des flux financiers. □

Balance des paiements

	Quatrième trimestre de 1996	Premier trimestre de 1997	Deuxième trimestre de 1997	Troisième trimestre de 1997	Quatrième trimestre de 1997	1996	1997
	données non désaisonnalisées						
	millions de $						
Compte courant							
Recettes							
Biens et services	80 371	81 538	87 393	86 080	87 971	319 452	342 983
Biens	71 420	72 935	76 699	73 039	78 928	280 566	301 601
Services	8 951	8 604	10 694	13 041	9 043	38 886	41 382
Revenus de placements	7 111	6 828	7 281	7 128	6 855	26 045	28 092
Investissements directs	3 124	2 907	3 225	2 969	2 722	10 705	11 823
Investissements de portefeuille	792	825	853	852	893	3 041	3 422
Autres investissements	3 195	3 096	3 203	3 308	3 239	12 298	12 847
Transferts courants	1 257	1 758	896	1 068	841	4 484	4 563
Recettes du compte courant	88 739	90 125	95 569	94 276	95 667	349 981	375 637
Paiements							
Biens et services	73 602	77 654	83 747	81 669	85 372	288 355	328 443
Biens	61 734	65 195	70 982	68 593	73 467	239 577	278 237
Services	11 868	12 459	12 765	13 076	11 905	48 778	50 205
Revenus de placements	13 122	14 484	15 029	16 107	14 323	53 749	59 942
Investissements directs	2 881	3 685	4 758	5 318	3 763	12 489	17 524
Investissements de portefeuille	7 134	7 036	7 255	7 345	7 570	28 857	29 207
Autres investissements	3 107	3 762	3 015	3 444	2 990	12 404	13 212
Transferts courants	1 038	1 245	1 031	974	987	4 222	4 238
Paiements du compte courant	87 762	93 383	99 807	98 751	100 683	346 326	392 623
Soldes							
Biens et services	6 769	3 884	3 646	4 411	2 599	31 098	14 540
Biens	9 686	7 740	5 717	4 446	5 461	40 989	23 363
Services	-2 917	-3 856	-2 071	-36	-2 862	-9 892	-8 824
Revenus de placements	-6 010	-7 655	-7 748	-8 979	-7 468	-27 705	-31 851
Investissements directs	243	-778	-1 533	-2 350	-1 040	-1 784	-5 701
Investissements de portefeuille	-6 342	-6 211	-6 403	-6 493	-6 677	-25 815	-25 785
Autres investissements	88	-666	188	-136	249	-105	-365
Transferts courants	218	513	-136	93	-146	261	325
Solde du compte courant	977	-3 258	-4 238	-4 475	-5 015	3 655	-16 986
Compte capital et financier							
Compte capital	**1 569**	**1 996**	**2 028**	**2 042**	**1 535**	**8 076**	**7 601**
Compte financier[1]	**-1 379**	**-100**	**-5 177**	**6 543**	**11 765**	**-15 002**	**13 031**
Actif du Canada, flux nets							
Investissements directs canadiens à l'Étranger	-4 538	-6 377	-3 434	-3 458	-4 656	-11 593	-17 926
Investissements de portefeuille	-7 138	-4 109	-244	-2 912	-4 135	-18 451	-11 400
Obligations Étrangères	-1 368	-1 258	91	-3 589	-2 204	-1 878	-6 961
Actions étrangères	-5 770	-2 851	-335	677	-1 931	-16 573	-4 440
Autres investissements	-12 279	-16 792	-9 964	6 011	-3 252	-38 295	-23 997
Prêts	1 854	-9 707	-6 769	-5 533	822	-4 532	-21 187
Dépôts	-13 398	-4 298	-4 173	7 979	-3 346	-19 495	-3 839
Réserves internationales	-1 489	-1 619	564	1 522	2 921	-7 498	3 388
Autres actifs	754	-1 168	414	2 043	-3 649	-6 769	-2 359
Total de l'actif du Canada, flux nets	-23 955	-27 279	-13 642	-360	-12 043	-68 339	-53 323
Passif du Canada, flux nets							
Investissements directs étrangers au Canada	1 812	2 137	1 596	5 295	2 393	8 726	11 421
Investissements de portefeuille	6 883	3 963	1 830	13 650	1 585	20 033	21 027
Obligations canadiennes	10 603	728	6 269	9 468	-6 098	19 075	10 367
Actions canadiennes	1 967	-819	706	3 916	3 838	8 278	7 642
Effets du marché monétaire canadien	-5 687	4 054	-5 145	265	3 844	-7 320	3 018
Autres investissements	13 881	21 079	5 038	-12 042	19 830	24 578	33 906
Emprunts	-2 964	1 864	2 452	-2 533	-3 857	9 622	-2 075
Dépôts	17 014	18 323	1 837	-9 343	23 442	16 507	34 258
Autres passifs	-170	893	750	-166	246	-1 551	1 722
Total du passif du Canada, flux nets	22 576	27 179	8 465	6 903	23 808	53 337	66 354
Total du compte capital et financier, flux net	190	1 896	-3 149	8 584	13 300	-6 926	20 632
Divergence statistique	-1 167	1 361	7 386	-4 109	-8 284	3 272	-3 646

[1] *Un signe négatif (-) indique une sortie de capital résultant d'un accroissement des créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers ceux-ci.*

\- *Néant ou zéro.*

Compte courant

	Quatrième trimestre de 1996	Premier trimestre de 1997	Deuxième trimestre de 1997	Troisième trimestre de 1997	Quatrième trimestre de 1997	1996	1997
	données désaisonnalisées						
	millions de $						
Recettes							
Biens et services							
Biens	70 415	73 954	73 811	75 718	78 117	280 566	301 601
Services	10 226	10 155	10 439	10 511	10 276	38 886	41 382
Voyages	3 094	3 077	3 115	3 099	3 077	12 092	12 368
Transports	2 002	2 093	2 065	2 086	2 087	7 900	8 330
Services commerciaux	4 894	4 742	5 015	5 088	4 881	17 971	19 726
Services gouvernementaux	236	243	244	239	232	923	957
Total	80 641	84 109	84 250	86 230	88 394	319 452	342 983
Revenus de placements							
Investissements directs	3 138	2 881	3 184	3 019	2 738	10 705	11 823
Intérêts	114	94	93	95	90	462	373
Bénéfices	3 025	2 787	3 091	2 924	2 648	10 242	11 450
Investissements de portefeuille	792	819	854	858	892	3 041	3 422
Intérêts	264	297	316	335	373	968	1 322
Dividendes	528	522	538	523	518	2 074	2 101
Autres investissements	3 150	3 181	3 390	3 083	3 193	12 298	12 847
Total	7 080	6 881	7 429	6 960	6 822	26 045	28 092
Transferts courants							
Privé	506	539	510	549	526	2 086	2 124
Officiel	720	1 208	381	557	293	2 398	2 439
Total	1 226	1 747	891	1 106	819	4 484	4 563
Total des recettes	88 947	92 737	92 570	94 295	96 035	349 981	375 637
Paiements							
Biens et services							
Biens	62 464	65 672	67 513	71 036	74 016	239 577	278 237
Services	12 610	12 325	12 559	12 758	12 564	48 778	50 205
Voyages	3 846	3 859	3 897	3 954	3 891	15 122	15 601
Transports	2 944	2 942	3 007	3 204	3 241	11 027	12 393
Services commerciaux	5 632	5 335	5 467	5 412	5 242	21 882	21 456
Services gouvernementaux	188	189	189	189	189	747	755
Total	75 075	77 997	80 072	83 794	86 580	288 355	328 443
Revenus de placements							
Investissements directs	3 176	3 706	4 352	5 327	4 139	12 489	17 524
Intérêts	388	376	375	375	373	1 560	1 499
Bénéfices	2 789	3 330	3 977	4 952	3 767	10 929	16 025
Investissements de portefeuille	7 141	7 032	7 255	7 347	7 574	28 857	29 207
Intérêts	6 822	6 738	6 953	7 026	7 247	27 684	27 964
Dividendes	319	294	302	320	326	1 173	1 243
Autres investissements	3 107	3 762	3 015	3 444	2 990	12 404	13 212
Total	13 424	14 499	14 623	16 117	14 703	53 749	59 942
Transferts courants							
Privé	445	448	489	452	459	1 746	1 848
Officiel	590	701	599	560	530	2 477	2 390
Total	1 035	1 149	1 088	1 011	989	4 222	4 238
Total des paiements	89 534	93 646	95 782	100 923	102 272	346 326	392 623
Soldes							
Biens et services							
Biens	7 950	8 282	6 298	4 682	4 101	40 989	23 363
Services	-2 384	-2 169	-2 120	-2 247	-2 287	-9 892	-8 824
Voyages	-752	-781	-782	-854	-815	-3 029	-3 232
Transports	-942	-849	-942	-1 118	-1 154	-3 128	-4 063
Services commerciaux	-738	-593	-452	-324	-361	-3 911	-1 730
Services gouvernementaux	48	54	55	50	43	176	202
Total	5 566	6 113	4 178	2 435	1 814	31 098	14 540
Revenus de placements							
Investissements directs	-38	-825	-1 168	-2 308	-1 401	-1 784	-5 701
Intérêts	-274	-282	-282	-279	-283	-1 097	-1 126
Bénéfices	236	-542	-886	-2 029	-1 119	-687	-4 575
Investissements de portefeuille	-6 350	-6 213	-6 401	-6 489	-6 682	-25 815	-25 785
Intérêts	-6 559	-6 441	-6 637	-6 691	-6 874	-26 716	-26 642
Dividendes	209	228	236	202	192	900	858
Autres investissements	43	-581	375	-361	203	-105	-365
Total	-6 345	-7 619	-7 194	-9 158	-7 881	-27 705	-31 851
Transferts courants							
Privé	61	91	21	97	67	340	276
Officiel	130	507	-218	-3	-237	-78	49
Total	191	598	-197	94	-170	261	325
Compte courant	**-587**	**-908**	**-3 213**	**-6 628**	**-6 237**	**3 655**	**-16 986**

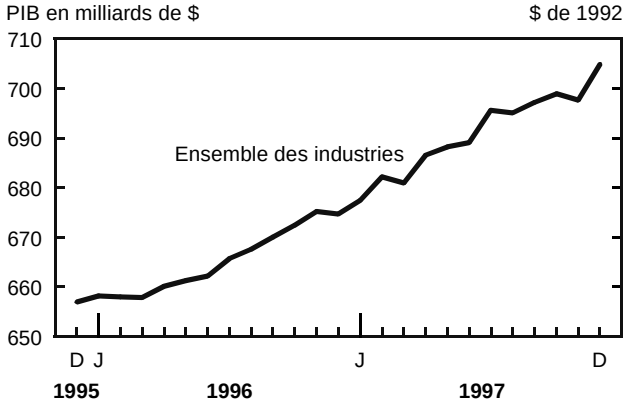
■

Produit intérieur brut au coût des facteurs par industrie

Décembre 1997

En décembre, le produit intérieur brut au coût des facteurs (PIB) a progressé de 1,0 %, alors que la demande de véhicules automobiles s'est soudainement accrue et que la situation dans deux secteurs affligés par des grèves est revenue à la normale. Le net redressement de décembre a revigoré un trimestre jusque-là faible.

La demande de véhicules automobiles et la fin des grèves stimulent l'économie



Les secteurs du commerce de gros, du commerce de détail, des services des transports et des mines ont connu une forte reprise après le déclin observé en novembre. Le secteur manufacturier a lui aussi affiché une nette progression après un mois de novembre terne. Pour ce qui est du secteur de la construction, l'activité y a été modérée.

Le retour au travail des 126 000 enseignants ontariens et des 45 000 employés des postes en grève a contribué de façon importante à la tendance générale, représentant près du tiers de la croissance totale.

Les grossistes ont le vent dans les voiles

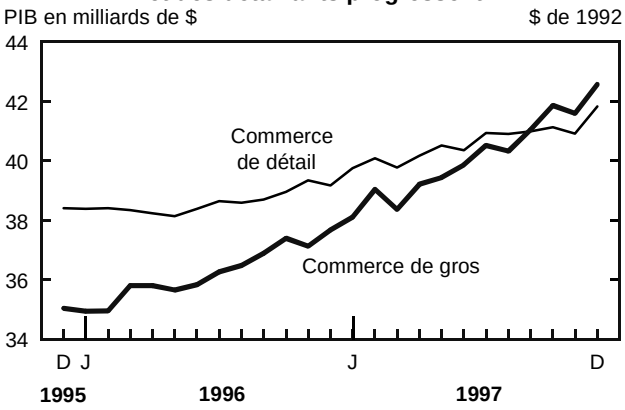
Le commerce de gros a affiché une progression de 2,4 % en décembre, après avoir accusé une baisse en novembre. Les grossistes de machines et de matériel (y compris les ordinateurs et les logiciels) ont affiché des gains importants, la demande ayant été particulièrement forte au cours du troisième trimestre. Les distributeurs de produits alimentaires, d'articles ménagers et d'autres produits ont eux aussi affiché une hausse appréciable, après la décrue de novembre. Les ventes de machines agricoles, qui avaient fléchi au cours de trois des quatre derniers mois, se sont redressées en décembre. Dans l'ensemble, les grossistes ont affiché une hausse de 10,8 % de leurs ventes en 1997, la plus forte année de croissance depuis 1985. Les grossistes ont également vu leurs stocks s'accroître, mais d'une façon relativement plus faible; dans les faits, les stocks par rapport aux ventes étaient à leur plus bas en six mois.

Note aux lecteurs

Le PIB d'une industrie est la valeur ajoutée par la main-d'oeuvre et le capital dans la transformation des intrants achetés auprès d'autres industries en produits et services. Le PIB mensuel est évalué aux prix de 1992. Les estimations sont désaisonnalisées au taux annuel.

Les estimations mensuelles du PIB ont été diffusées pour la première fois aux prix de 1992 en décembre dernier, les données étant diffusées à partir de janvier 1992. Les données sont maintenant disponibles à partir de janvier 1981. Les données pour la période allant de 1961 à 1980 paraîtront prochainement.

Les ventes des grossistes et des détaillants progressent



L'automobile entraîne le commerce de détail dans son sillage

En décembre, le commerce de détail a fait un bond de 2,2 %, après avoir connu une croissance beaucoup plus modérée durant les trois mois précédents. La hausse soudaine des ventes de véhicules automobiles a bonifié les résultats de décembre, les stimulants offerts par les concessionnaires attirant les acheteurs

éventuels d'automobiles – particulièrement de camions – en quête d'aubaines.

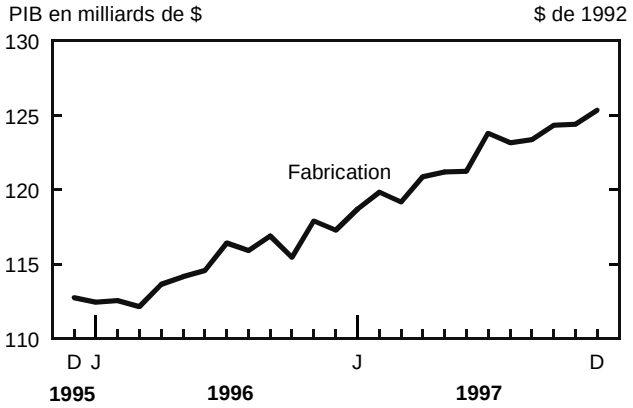
Les concessionnaires d'automobiles n'ont pas été les seuls à connaître un regain d'activité, 16 des 18 groupes de commerce affichant des ventes en hausse. En excluant les concessionnaires d'automobiles, les ventes de tous les autres détaillants ont augmenté de 1,4 %. Les épiciers et les marchands de pièces d'automobiles ont vu leurs ventes se redresser partiellement après un mois de novembre faible. Les achats d'ameublement sont demeurés vigoureux dans la foulée du relèvement encore récent du marché de l'habitation. Les ventes de chaussures et de vêtements se sont légèrement accrues, tandis que les ventes des grands magasins ont été peu reluisantes.

La poussée des ventes de véhicules automobiles en décembre est venue clôturer une année déjà prospère pour ce secteur, qui a vendu au Canada un nombre de véhicules inégalé depuis 1989 et qui a affiché la plus forte hausse de ses ventes depuis 1985. Les données provisoires indiquent une diminution marquée des ventes de véhicules automobiles en janvier, surtout à cause de la tempête de verglas qui a sévi dans certaines régions de l'est du Canada.

Le secteur manufacturier suit les traces de l'automobile

En décembre, la production manufacturière a progressé de 0,7 %, après avoir connu une hausse de 0,8 % en octobre et fait une pause en novembre. La forte activité des usines d'assemblage de véhicules automobiles, les aciéries et les cimenteries a été compensée en partie par le ralentissement qu'ont connu les fabricants de matériel de télécommunications et de machines. Le redressement a été passablement généralisé, touchant 16 des 22 principaux groupes, lesquels représentent près de 80 % du secteur manufacturier.

L'automobile a un effet bénéfique sur la fabrication



L'accroissement de la production de véhicules automobiles pour un deuxième mois consécutif a plus que compensé la vague de déclins observée dans ce secteur au cours des quatre mois antérieurs. Alors que la demande demeurait vigoureuse en Amérique du Nord et particulièrement au Canada, la restauration de la capacité de production mise en veilleuse en raison de vastes opérations de réoutillage a aussi contribué à stimuler la production en décembre. Les exportations de véhicules automobiles ont proportionnellement augmenté davantage que la production en décembre, en raison du retard à expédier une partie de la production de novembre.

Ailleurs dans le secteur du matériel de transport, les fabricants de pièces d'automobiles ont réduit leur production, après l'avoir nettement augmentée durant les trois mois précédents. La production d'autre matériel de transport a également glissé une sixième fois en sept mois, à la suite de l'effondrement de la demande de petits véhicules récréatifs.

La production de métaux de première transformation s'est raffermie en décembre. Les fabricants d'acier de première transformation, d'autres métaux non ferreux et d'aluminium laminé ont tous fait état d'une activité accrue. En décembre, la production de ciment était elle aussi fortement à la hausse. La majeure partie de l'augmentation de la production a servi à regarnir les stocks, car les producteurs (particulièrement ceux qui interviennent dans les travaux d'infrastructure) prévoient une forte activité en 1998. Les entreprises et les administrations publiques prévoient une augmentation de 5,4 % en 1998 dans leurs investissements en installations, après une hausse de 5,2 % en 1997.

Ces gains ont été annulés en partie par un deuxième mois de ralentissement chez les fabricants de matériel électrique et électronique. Les fabricants de matériel de télécommunications sont ceux qui ont le plus réduit leur production, leurs plans de production ayant été ramenés à une échelle plus modeste pour un deuxième mois. La croissance des importations et des exportations de matériel de télécommunications a ralenti au quatrième trimestre, après avoir atteint son point culminant au troisième trimestre.

Le secteur des machines a également connu une baisse de régime pour un deuxième mois de suite. Les usines de machines, dont l'année 1997 et particulièrement le troisième trimestre ont pourtant été caractérisés par une activité intense, tournent au ralenti depuis octobre.

Le secteur des mines reprend le terrain perdu

Dans le secteur des mines, la production a fait un bond de 1,6 % en décembre. Par le fait même, ce secteur a plus que repris le terrain perdu en novembre. Comme prévu, la secteur de la potasse a repris en décembre, revenant à son niveau d'activité d'octobre, après qu'une fermeture de mine temporaire eut sensiblement réduit la production en novembre. La production de pétrole brut et de gaz naturel s'est également raffermie, principalement en raison de l'accroissement de la production de pétrole brut synthétique en Alberta.

Ces gains ont été effacés en partie par un deuxième mois de déclin du côté des aurifères, qui ont vu s'interrompre une séquence de six mois de forte croissance. En décembre, la menace de ventes par la Banque centrale, l'effondrement de la demande en Asie et la faible inflation ont fait plonger le cours de l'or sous la barre des 300 $US l'once, c'est-à-dire à son plus bas niveau depuis des années.

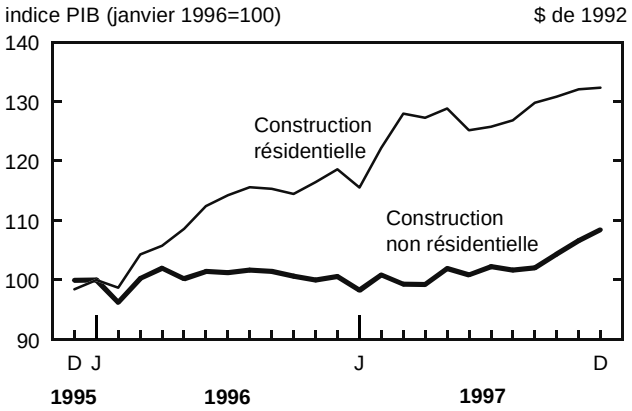
Croissance plus timide dans le secteur de la construction

Dans le secteur de la construction, l'activité s'est accrue de 0,1 % en décembre, prolongeant ainsi une progression ascendante quasi ininterrompue depuis son début tôt en 1996.

Le secteur de la construction résidentielle a maintenu en décembre le rythme de croissance lent qui le caractérise depuis mars. En dépit de la baisse provoquée en janvier par la tempête de verglas, la croissance des mises en chantier a atteint un plateau au cours des derniers mois, après la forte reprise de 1996.

Le ralentissement observé n'a toutefois pas touché le volet de la construction de bâtiments non résidentiels, qui a continué de progresser. Les constructeurs de bâtiments commerciaux, industriels et institutionnels ont connu en décembre une nouvelle hausse, leur sixième de suite.

La construction de bâtiments non résidentiels demeure forte



Autres secteurs

L'activité dans le secteur des transports était à la hausse en raison de la forte augmentation des volumes de blé et de potasse transportés dans les provinces de l'Ouest. Le secteur des services financiers, stimulé par l'activité accrue des banques et des fonds communs de placement, a rebondi en décembre.

Données stockées dans CANSIM: matrices 4677 à 4681.

Le numéro de décembre 1997 de *Produit intérieur brut par industrie* (15-001-XPB, 15 $ / 145 $) paraîtra en mars prochain. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Kim Lauzon au (613) 951-9417, Division des mesures et de l'analyse des industries. Internet: *lauzonk@statcan.ca*. Pour des renseignements de nature analytique, communiquez avec Richard Evans au (613) 951-9145. Internet: *evanric@statcan.ca*.

Produit intérieur brut au coût des facteurs par industrie aux prix de 1992

	Juillet 1997[r]	Août 1997[r]	Sept. 1997[r]	Oct. 1997[r]	Nov. 1997[r]	Déc. 1997[p]	Nov. à déc. 1997	Déc. 1997	Déc. 1996 à déc. 1997
	données désaisonnalisées								
	variation en %						var. en $[1]	niveau en $[1]	var. en %
Ensemble des industries	**0,9**	**-0,1**	**0,3**	**0,3**	**-0,2**	**1,0**	**7 247**	**704 897**	**4,5**
Industries de biens	**1,7**	**-0,5**	**0,2**	**0,7**	**-0,1**	**0,7**	**1 604**	**235 717**	**4,9**
Agriculture	-1,5	0,1	-0,1	1,0	-0,3	-0,2	-30	12 107	-1,2
Pêche et piégeage	-5,3	-1,9	8,5	-8,7	-4,6	-0,9	-7	804	-14,3
Exploitation forestière	0,4	-1,1	1,4	1,2	-1,0	-0,3	-12	4 182	-2,8
Mines, carrières et puits de pétrole	5,3	-0,8	-1,1	1,8	-0,9	1,6	445	28 895	5,0
Industries manufacturières	2,1	-0,5	0,2	0,8	0,1	0,7	932	125 334	6,9
Construction	0,4	0,2	0,6	0,5	0,4	0,1	42	39 862	5,3
Autres industries de services publics	0,0	-1,6	0,4	-0,7	-0,9	1,0	234	24 533	0,3
Industries de services	**0,6**	**0,2**	**0,4**	**0,0**	**-0,2**	**1,2**	**5 643**	**469 180**	**4,2**
Transport et entreposage	1,1	-0,4	0,6	0,6	-0,7	2,3	700	30 566	6,6
Communications	0,8	0,6	0,3	0,7	-1,9	2,7	670	25 632	7,7
Commerce de gros	1,6	-0,5	1,8	2,0	-0,6	2,4	984	42 572	13,0
Commerce de détail	1,4	-0,1	0,2	0,3	-0,5	2,2	918	41 828	6,8
Intermédiaires financiers et assurances	0,7	1,1	0,6	-0,5	-0,7	0,8	279	36 402	3,5
Services immobiliers et d'assurances	0,1	0,1	0,0	0,3	-0,1	0,2	144	74 831	1,1
Services aux entreprises	0,8	1,0	1,6	0,6	0,2	0,3	121	40 377	10,3
Services gouvernementaux	0,0	-0,2	-0,1	-0,5	0,4	0,2	62	40 410	-1,3
Services d'enseignement	0,0	0,0	-0,8	-3,4	0,0	4,0	1 563	40 506	0,0
Services de soins de santé et sociaux	0,3	0,2	0,0	0,5	-0,1	0,1	28	48 830	1,2
Hébergement et restauration	0,2	1,0	0,2	-0,9	1,7	0,4	80	18 884	5,7
Autres industries de services	0,0	-0,5	0,6	0,3	0,0	0,3	94	28 342	3,4
Autres agrégations									
Production industrielle	2,3	-0,7	0,0	0,7	-0,2	0,9	1 611	178 762	5,6
Biens manufacturés non durables	1,2	-0,7	0,0	1,0	-0,2	0,5	301	55 889	4,3
Biens manufacturés durables	2,9	-0,4	0,4	0,6	0,2	0,9	631	69 445	9,0
Secteur des entreprises	1,2	-0,1	0,4	0,6	-0,2	1,0	5 576	578 972	5,6
Secteur non commercial	0,0	-0,1	-0,3	-1,2	0,1	1,3	1 671	125 925	-0,4

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*
[1] *En millions de dollars, au taux annuel.*

■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Données du produit intérieur brut par industrie

Les données du produit intérieur brut par industrie dérivées de la révision chronologique des comptes d'entrées-sorties sont maintenant disponibles. Celles-ci sont conformes aux données chronologiques révisées publiées en 1997 par le système des comptes nationaux.

Pour plus de renseignements, communiquez avec la Division des entrées-sorties au (613) 951-3697. ■

NOUVELLES PARUTIONS

Imprimerie, édition et industries connexes, 1995
Numéro au catalogue: 36-251-XPB
(Canada: 40$; à l'extérieur du Canada: 40$US).

Guide statistique de l'énergie, février 1998
(version papier)
Numéro au catalogue: 57-601-UPB
(Canada: 387$; à l'extérieur du Canada: 387$US).

Guide statistique de l'énergie, février 1998
(disquette)
Numéro au catalogue: 57-601-XDF
(Canada: 284$; à l'extérieur du Canada: 284$US).

Importations par marchandise, décembre 1997
Numéro au catalogue: 65-007-XPB
(Canada: 78$/773$; à l'extérieur du Canada: 78$US/773$US).

Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1998. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada* (11-204-XPF, Canada 16$; à l'extérieur du Canada: 16$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

Pour commander les publications par téléphone:
Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez:	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	**1 800 889-9734**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	**1 800 700-1033**
Internet:	**order@statcan.ca**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division des opérations et de l'intégration, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.